

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 06 JUIN 2016**

DS/RT

**OBJET : N° 2.1 – ADMINISTRATION GENERALE –
BARRAGE PONT-DE-VEYRIERES – CONVENTION PRISE D'EAU BRUTE SDEA/SEBA -**

L'an deux mille seize, le six du mois de juin à seize heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Philippe MERINE.

**OBJET : N° 2.1 – ADMINISTRATION GENERALE –
BARRAGE PONT-DE-VEYRIERES – CONVENTION PRISE D’EAU BRUTE SDEA/SEBA -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Le barrage de PONT DE VEYRIERES constitue la clé de voûte de la politique engagée, dès 1980, par le Conseil Général de l'Ardèche, en vue de la reconquête de la qualité des eaux de la rivière l'Ardèche.

Cette politique a été finalisée par l'un des tous premiers contrats de rivière conclus en France, sous l'appellation Ardèche Claire celui-ci ayant permis la réalisation d'investissements en barrages, réseaux, stations d'épuration, grâce à la mobilisation de très nombreux acteurs :

- le Conseil Général de l'Ardèche,
- Electricité de France (EDF),
- Une cinquantaine de communes du Sud du Département,
- Plusieurs syndicats de collectivités territoriales dont deux créés ou développés dans le cadre de cette politique, le Syndicat Ardèche Claire (SIVA) et le Syndicat des Eaux de la Basse Ardèche (S.E.B.A.),
- L'Europe,
- L'Etat Français, au travers de plusieurs ministères,
- la Région Rhône-Alpes,
- L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.

Concernant spécifiquement le barrage de PONT DE VEYRIERES, la « convention générale relative à l'aménagement de Pont de Veyrières (barrage et installation hydro-électrique) » du 12 décembre 1984, signée entre le Syndicat Départemental d'Equipement de l'Ardèche (S.D.E.A.) et EDF, constitue la pierre d'angle de l'édifice administratif et conventionnel permettant, entre autres, la délivrance d'eau brute destinée à l'alimentation des populations desservies par le S.E.B.A. (devenu syndicat des eaux du bassin de l'Ardèche).

Sur cette base, et après avoir obtenu les accords de financement correspondants, le S.D.E.A. a réalisé en 1985-86 le barrage à voûtes multiples. D'une hauteur maximale de 35 mètres sur fondations, il a une capacité de retenue limitée à 470.000 m³, puisqu'il n'est pas conçu pour stocker de l'eau, mais pour fonctionner comme une bache tampon et lisser les restitutions en éclusées provenant de l'usine EDF de MONTPEZAT.

Dans le corps du barrage ont été implantées deux prises d'eau de diamètre 800 mm, l'une en partie supérieure au travers d'un ouvrage spécifique comportant des ouïes latérales, l'autre en partie inférieure afin d'assurer la pérennité du prélèvement pour l'eau potable en cas de baisse du niveau d'eau dans la retenue. Ces deux prises d'eau se rejoignent dans l'ouvrage pour permettre l'alimentation d'une conduite de 800 mm, puis de 600 mm et offrir ainsi un débit maximal de 300 litres/s à la station de traitement du S.E.B.A. implantée en aval du barrage, rive droite.

Cette prise d'eau constitue l'ouvrage d'alimentation du réseau ossature de 75 km de long qui a été réalisé par le S.E.B.A. afin de répondre aux besoins croissants en eau potable dans le sud de l'Ardèche et le nord du Gard.

La conduite de 75 km de diamètre 600 mm à 250 sous 25 bars, sur laquelle sont connectés les divers syndicats d'A.E.P. du Sud Ardèche et Nord Gard, aboutit à Salavas. Elle alimente 81 communes, 60.000 consommateurs permanents l'hiver et 165.000 environ l'été. L'équipement est conçu pour la consommation de 4 millions de m³ d'eau potable par an.

Après une période sans aucun problème (de 1994 à fin 2001), le S.E.B.A., en début d'année 2002, a alerté le S.D.E.A. de dysfonctionnements constatés par la compagnie fermière en charge du réseau, la quasi-totalité de la prise d'eau étant obturée par une accumulation d'agrégats de feuilles plus ou moins décomposées représentant un volume de 600 m³ environ sur 12 mètres d'épaisseur. En effet, La faiblesse des capacités de stockage de l'usine de traitement rend fragile l'alimentation en continu des communes situées en aval, en cas de difficultés ou obturation des prises d'eau.

Dans le cadre de la convention tripartite du 23 juillet 1993, relative à l'exploitation de la prise d'eau brute, le S.D.E.A. a été amené à gérer en urgence une première intervention en 2002, limitée toutefois malgré son coût non négligeable et réalisée, par plongeur et suceuse, grâce aux concours financiers de l'Agence de l'Eau et du Département.

En 2007, une intervention s'est avérée encore nécessaire et, compte tenu de l'urgence, le S.D.E.A. a autorisé le S.E.B.A. à effectuer des travaux de dégagement des ouïes.

Enfin, les alluvions apportées par les crues en queue de retenue ont fortement diminué le volume disponible. Les études ont montré, en effet, que la réserve a été amputée de près de 50 000 m³. Une opération de désengrèvement a été conduite en 2011 pour restaurer la capacité initiale, sous maîtrise d'ouvrage du S.D.E.A. et cofinancement Agence de l'Eau, Département, S.E.B.A. et EDF.

Face à ces difficultés récurrentes, le S.E.B.A. et le S.D.E.A. ont souhaité la mise en place d'un dispositif juridico-financier de plus long terme, permettant la sécurisation de la fourniture d'eau à l'usine de traitement et le financement des travaux indispensables.

L'utilisation de la prise d'eau brute a été régie pendant 20 ans par la convention tripartite du 23 juillet 1993, devenue caduque. Il convient donc de signer une nouvelle convention, qui a vocation à prendre la suite du document cité ci-dessus, entre les deux parties S.D.E.A. et S.E.B.A.. Son projet a fait l'objet d'une consultation d'EDF, titulaire de l'autorisation d'exploitation de l'usine du barrage de Pont de Veyrières, qui a émis un avis favorable sur son contenu, pour la durée d'exploitation consentie à EDF pour cet ouvrage.

Cette nouvelle convention (**projet en annexe**) fixe pour les trente prochaines années le droit de prélèvement d'eau au profit du S.E.B.A., et les modalités des opérations d'entretien et de maintenance sur site. Elle prévoit notamment que les investissements sur la prise d'eau seront exécutés sous la maîtrise d'ouvrage du S.E.B.A., qui ne sera soumis à aucune rétribution financière du S.D.E.A., propriétaire, pour la fourniture d'eau brute.

Il est proposé au bureau syndical d'approuver les termes de la « convention pour l'utilisation de la prise d'eau brute destinée à la production d'eau potable de la Vallée de l'Ardèche », à intervenir avec le Syndicat Départemental d'Equipement de l'Ardèche (SDEA), d'autoriser le président à signer ladite convention, et plus généralement à faire le nécessaire dans ce dossier.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL

BARRAGE DE PONT DE VEYRIERES

CONVENTION POUR L'UTILISATION DE LA PRISE D'EAU BRUTE DESTINEE A LA PRODUCTION D'EAU POTABLE DE LA VALLEE DE L'ARDECHE

PREAMBULE

Le barrage de PONT DE VEYRIERES constitue la clé de voûte de la politique engagée, dès 1980, par le Conseil Général de l'Ardèche, en vue de la reconquête de la qualité des eaux de la rivière l'Ardèche.

Cette politique a été finalisée par l'un des tous premiers contrats de rivière conclus en France, sous l'appellation Ardèche Claire, celui-ci ayant permis la réalisation d'investissements en barrages, réseaux, stations d'épuration, grâce à la mobilisation de très nombreux acteurs :

- le Conseil Général de l'Ardèche,
- Electricité de France (EDF),
- Une cinquantaine de communes du Sud du Département,
- Plusieurs syndicats de collectivités territoriales dont deux créés ou développés dans le cadre de cette politique, le Syndicat Ardèche Claire (SIVA) et le Syndicat des Eaux de la Basse Ardèche (S.E.B.A.),
- L'Europe,
- L'Etat Français, au travers de plusieurs Ministères,
- la Région Rhône-Alpes,
- L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.

Concernant spécifiquement le barrage de PONT DE VEYRIERES, la « convention générale relative à l'aménagement de Pont de Veyrières (barrage et installation hydro-électrique) » du 12 décembre 1984, signée entre le S.D.E.A. et EDF, constitue la pierre d'angle de l'édifice administratif et conventionnel permettant, entre autres, la délivrance d'eau brute destinée à l'alimentation des populations desservies par le S.E.B.A. (devenu syndicat des eaux du bassin de l'Ardèche).

Sur cette base, et après avoir obtenu les accords de financement correspondants, le S.D.E.A. a réalisé en 1985-86 le barrage à voûtes multiples.

D'une hauteur maximale de 35 mètres sur fondations, il a une capacité de retenue limitée à 470.000 m³, puisqu'il n'est pas conçu pour stocker de l'eau, mais pour fonctionner comme une bache tampon et lisser les restitutions en éclusées provenant de l'usine EDF de MONTPEZAT.

Dans le corps du barrage ont été implantées deux prises d'eau Ø 800 mm, l'une en partie supérieure au travers d'un ouvrage spécifique comportant des ouïes latérales, l'autre en partie inférieure afin d'assurer la pérennité du prélèvement pour l'eau potable en cas de baisse du niveau d'eau dans la retenue.

Ces deux prises d'eau se rejoignent dans l'ouvrage pour permettre l'alimentation d'une

conduite de 800 mm, puis de 600 mm et offrir ainsi un débit maximal de 300 litres/s à la station de traitement du S.E.B.A. implantée en aval du barrage, rive droite.

Cette prise d'eau constitue l'ouvrage d'alimentation du réseau de 75 km de long qui a été réalisé par le S.E.B.A. afin de répondre aux besoins croissants en eau potable dans le Sud de l'Ardèche et le Nord du Gard.

La conduite de 75 km Ø 600 mm à 250 sous 25 bars, sur laquelle sont connectés les divers syndicats d'A.E.P. du sud Ardèche, aboutit à SALAVAS. Elle alimente 81 communes, 60.000 consommateurs permanents l'hiver et 165.000 environ l'été. L'équipement est conçu pour la consommation de 4 millions de m³ d'eau potable par an.

DIFFICULTES RENCONTREES AU NIVEAU DE LA PRISE D'EAU BRUTE

Après une période sans aucun problème (de 1994 à fin 2001), le S.E.B.A., en début d'année 2002, a alerté le S.D.E.A. des dysfonctionnements constatés par la compagnie fermière en charge du réseau, la quasi totalité de la prise d'eau étant obturée par une accumulation d'agrégats de feuilles plus ou moins décomposées représentant un volume de 600 m³ environ sur 12 mètres d'épaisseur.

Dans le cadre de la convention tripartite du 23 juillet 1993, relative à l'exploitation de la prise d'eau brute, le S.D.E.A. a été amené à gérer en urgence une première intervention en 2002, limitée toutefois malgré son coût non négligeable et réalisée, par plongeur et suceuse, grâce aux concours financiers de l'Agence de l'Eau et du Département.

En 2007, une intervention s'est avérée encore nécessaire et compte tenu de l'urgence le S.D.E.A. a autorisé le S.E.B.A. à effectuer des travaux de dégagement des ouïes.

La faiblesse des capacités de stockage de l'usine de traitement rend fragile l'alimentation en continu des communes situées en aval en cas de difficultés ou obturation des prises d'eau.

Enfin, les alluvions apportées par les crues en queue de retenue ont fortement diminué le volume disponible. Les études montrent, en effet, que la réserve a été amputée de près de 50 000 m³. Une opération de désengrèvement a été conduite en 2011 pour restaurer la capacité initiale, sous maîtrise d'ouvrage du S.D.E.A. et cofinancement Agence de l'Eau, Département, S.E.B.A. et EDF.

Face à ces difficultés récurrentes, le S.E.B.A. et le S.D.E.A. ont souhaité la mise en place d'un dispositif juridico-financier de plus long terme, permettant la sécurisation de la fourniture d'eau à l'usine de traitement et le financement des travaux indispensables.

HISTORIQUE DES RELATIONS CONVENTIONNELLES

La gestion de l'ouvrage de Pont de Veyrières est régie par la « convention relative à l'exploitation, à la maintenance et à l'entretien de l'aménagement de Pont De Veyrières - barrage et équipement hydroélectrique », convention en date du 12 décembre 1984 entre EDF et le S.D.E.A. Cette convention est toujours en vigueur.

L'utilisation de la prise d'eau brute a été régie pendant 20 ans par la convention tripartite du 23 juillet 1993, devenue caduque.

La présente convention a vocation à prendre la suite du document cité ci-dessus. Son projet a fait l'objet d'une consultation d'EDF, titulaire de l'autorisation d'exploitation de l'usine du barrage de Pont de Veyrières, qui a émis un avis favorable sur son contenu, pour la durée d'exploitation consentie à EDF pour cet ouvrage.

~~~~~

## CONVENTION

### Entre les Soussignés :

- Le SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'EQUIPEMENT DE L'ARDECHE (S.D.E.A.), ayant son siège à PRIVAS, 6 rue Pierre Filliat, représenté par son Président, Pascal TERRASSE et désigné ci-après par le S.D.E.A.

- Le SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE, ayant son siège à LARGENTIERE, Les Vergnades, représenté par son Président, Jean PASCAL, et désigné ci-après par le S.E.B.A.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

### **Article1- DROIT DE PRELEVEMENT D'EAU AU PROFIT DU SEBA**

Pour assurer l'alimentation de ses abonnés et de ses services adhérents, par le biais de la station de traitement des eaux de MEYRAS – Pont de Veyrières, le S.D.E.A. consent au S.E.B.A. un droit de prélèvement d'eau dans la Fontaulière d'un volume maximal de 300L/s.

Le S.D.E.A., dans son rôle de propriétaire de l'ouvrage, s'engage à maintenir la fourniture d'eau au profit du S.E.B.A., et à faciliter la réalisation par le S.E.B.A. de ses travaux d'entretien et d'investissement sur la prise d'eau brute et ses accessoires, en ayant pris au préalable l'attache d'EDF et **dans la limite des clauses de la convention d'exploitation entre EDF et le SDEA du 12 décembre 1984, dont les dispositions seront applicables en priorité dans l'hypothèse d'une incohérence avec les dispositions de la présente convention et dans la limite du fonctionnement normal et réglementaire des ouvrages.**

Le S.D.E.A. ne pourra être tenu responsable par le S.E.B.A., qui y renonce par avance au terme de cette convention, des événements à caractères exceptionnels non prévisibles tels que : avarie sur les installations de l'usine de MONTPEZAT et des conduites enterrées, pénurie d'eau extrême dans la Fontaulière, arrivée de polluants en amont et dans la retenue, éboulements.

### **Article 2- MODALITES D'UTILISATION DE LA RESERVE DE PONT DE VEYRIERES POUR LA PRODUCTION D'EAU POTABLE**

Le fonctionnement du barrage de PONT DE VEYRIERES est réglementé par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1984 et les consignes d'exploitation qui y sont annexées.

Il est rappelé que, si le barrage a pour fonction, entre autres, de fournir l'eau brute destinée à la distribution en eau potable, après traitement, de la vallée de l'Ardèche, la mise en exploitation de la prise d'eau spécifique, établie dans l'ouvrage, a été autorisée par arrêté préfectoral après D.U.P. en date du 13 octobre 1993, avec une valeur maximale de pointe du prélèvement de 300 l/s.

La prise d'eau brute est constituée d'un puits avec lumières d'admission situées entre les côtes 360,50 NGF et 354 NGF. Cet ouvrage a été conçu pour être, en exploitation normale, submergé en permanence avec une revanche de sécurité de 1 m pour éviter l'introduction de corps flottants.



Les conséquences sur la fourniture d'eau brute au S.E.B.A. doivent s'analyser selon deux critères :

- hauteur du plan d'eau de la retenue,
- valeur du débit disponible,

en tenant compte de deux périodes distinctes, l'une du 15 juin au 15 septembre, où le soutien des étiages constitue sa fonction essentielle, l'autre du 15 septembre au 15 juin.

## 2.1 Période de soutien des étiages (15 juin - 15 septembre)

### 2.1.1 Hauteur du plan d'eau

La variation est comprise, en exploitation normale, entre les cotes 363 NGF (niveau minimum normal de turbinage) et 366 NGF, un creux préventif de 0,50 m étant le plus souvent maintenu pour atténuer les effets à l'aval d'un turbinage éventuel de l'usine de MONTPEZAT (niveau du déversoir 366,50 NGF).

### 2.1.2 Valeur du débit disponible

Pendant le soutien effectif, le débit de 300 l/s est disponible.

Deux cas toutefois peuvent se produire :

- arrêt du soutien d'étiage par manque de volumes disponibles sur les réserves EDF (défaillance de remplissage, épuisement du crédit),
- indisponibilité programmée ou fortuite de la chute de MONTPEZAT.

Dans ce dernier cas, le soutien des étiages peut être maintenu jusqu'à abaissement du plan d'eau à la cote 361,50 NGF.

Les volumes disponibles sont de 180.000 m<sup>3</sup> entre les cotes 366,50 NGF et 363 NGF, et de 60.000 m<sup>3</sup> entre les cotes 363 NGF et 361,50 NGF.

Si cette cote est atteinte, le soutien est stoppé et des débits naturels de la Fontaulière sont utilisés à la satisfaction des besoins prioritaires au regard du Code de l'environnement et des décisions préfectorales.

La situation devra alors s'analyser en fonction du débit entrant à PONT DE VEYRIERES : si celui-ci est inférieur au débit loi pêche (470 L/s), additionné aux débits prélevés pour l'AEP et l'irrigation, après avis du S.D.E.A., l'Etat (au titre de la police des eaux) assurera les arbitrages nécessaires (voir annexe D des consignes d'exploitation de l'usine).

## 2.2. Hors période de soutien des étiages (15 septembre - 15 juin)

### 2.2.1. Hauteur du plan d'eau

Hors fonctionnement de MONTPEZAT, l'usine de PONT DE VEYRIERES turbine au fil de l'eau les apports naturels à une cote de consigne comprise entre 361,50 NGF et 366 NGF.

### 2.2.2. Valeur du débit disponible

Hors fonctionnement de MONTPEZAT, le débit d'eau brute est prélevé sur le débit naturel de la Fontaulière.

Si le débit entrant à PONT DE VEYRIERES est inférieur à 470 l/s (loi pêche) plus les débits prélevés pour l'eau potable et l'irrigation (respectivement 300 l/s et 25 l/s maximum), le service chargé de la police des eaux assurera les arbitrages nécessaires.

Le S.D.E.A., cependant, se réserve la possibilité de conserver, en accord avec EDF, une réserve de 400.000 m<sup>3</sup> sur la réserve prévue par la convention du 12 décembre 1984 entre le S.D.E.A. et EDF pour assurer un minimum d'apport d'eau pour la période allant du 15 septembre au 1<sup>er</sup> novembre.

### **Article 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES**

#### **3.1. Vidange de la retenue**

La vidange totale de la retenue s'avère nécessaire dans les circonstances suivantes :

- Inspection réglementaire décennale du barrage.
- Entretien des ouvrages.
- Curage mécanique de la retenue.

Dans ces trois premiers cas, les interventions, prévisibles à l'avance, sont en général regroupées et le service chargé de la police des eaux, avisé avec un préavis d'un an, organise la concertation nécessaire pour fixer les dispositions à retenir.

- Chasse de dégravage en période de crue.
- Mesure de sécurité liée à la constatation d'anomalie de comportement du barrage.

Dans ces dernières circonstances, les interventions, généralement prévisibles peu de temps à l'avance, peuvent conduire à une vidange immédiate après information de l'administration de l'Etat compétente. Dans ce cas EDF informera également le S.D.E.A. et le S.E.B.A. dès la prise de décision afin qu'ils puissent prendre les dispositions nécessaires.

Le S.E.B.A. interviendra pour modifier l'alimentation de la conduite "eau potable" par aiguillage sur la prise inférieure dès que la côte de retenue descendra au dessous de la côte 361 NGF. EDF le tiendra informé de toute situation risquant d'évoluer vers ce niveau.

Cette option sera mise en œuvre périodiquement afin d'assurer un phénomène de chasse destiné à évacuer les débris végétaux qui s'accumulent à l'amont de la prise d'eau potable.

#### **3.2. Dispositions concernant les débits prélevés**

##### **3.2.1 Information de l'exploitant du barrage**

Afin de permettre à l'administration d'Etat compétente de fournir à EDF avant le premier juin les valeurs mensuelles prévisionnelles de débit prélevé du 15 juin au 15 septembre conformément aux dispositions prévues dans la consigne d'exploitation du barrage, le S.E.B.A. communiquera en temps utile ces données à cet organisme.

Le S.E.B.A. communiquera à EDF, pour la tenue de ses statistiques et le contrôle de ses automatismes, les volumes prélevés au pas journalier et mensuel. Pour lui permettre de procéder à l'étalonnage précis de ses dispositifs de calcul, le S.E.B.A. lui communiquera à sa demande des relevés au pas horaire.



### 3.2.2. Répartition des débits en fonction des arbitrages

Pour l'application des dispositions prévues en 1.1.2 et en 1.2.2 en cas d'arbitrage de l'Etat pour répartir les débits entre prélèvement "eau potable" et débit restitué en rivière, EDF assurera par l'automatisme de l'usine de PONT DE VEYRIERES le réglage de la cote à un niveau constant par action sur l'ouverture des organes de restitution. Le S.E.B.A. assurera le réglage du débit prélevé pour l'eau potable à la valeur définie par l'Etat par action sur les organes de réglage qui lui sont propres.

### 3.3. Vannes de prélèvement au barrage

#### 3.3.1 Accès

Les vannes de prélèvement sont situées dans un local sur la rive gauche du barrage dont l'accès est indépendant du reste des installations et conditionné par une clef particulière. Cet accès est autorisé au S.D.E.A., à EDF et au S.E.B.A., ainsi qu'aux agents de son exploitant le cas échéant, et à qui une clef a été remise.

#### 3.3.2 Manœuvres

La manœuvre des vannes est exclusivement effectuée par les agents du S.E.B.A. et le cas échéant de l'exploitant du S.E.B.A.

Sauf en cas d'urgence mettant en cause la sécurité des personnes ou des installations, toute manœuvre des vannes de la cellule "eau potable" du barrage devra faire l'objet d'une concertation préalable avec l'encadrement EDF du groupement d'usines de MONTPEZAT et le responsable local du syndicat d'irrigation.

En exploitation normale, la possibilité de manœuvre des vannes ne sera entravée par aucun dispositif de verrouillage. En revanche, en cas de travaux à l'aval, le S.E.B.A. ou son exploitant réalisera une consignation par cadenassage des deux vannes en position fermée.

Sur demande d'EDF pour la réalisation de travaux à sec sur l'ouvrage (cuvette amont en cas de vidange ou tapis aval de réception des crues), une dérivation du débit entrant dans la retenue de PONT DE VEYRIERES par les prises "eau potable", avec restitution à l'aval du tapis de réception par une vanne de décharge, sera effectuée par la manœuvre de cet organe réalisée par le S.E.B.A. ou son exploitant. La constitution de cet organe devra permettre cette manœuvre sans perturbation de l'alimentation de la station d'eau potable.

L'utilisation régulière de la vanne de prise d'eau inférieure sera recherchée, afin d'assurer une "chasse" des débris végétaux, après une phase initiale de dégrèvements par extraction des matériaux déposés.

#### 3.3.3. Entretien

Le S.E.B.A. s'engage à maintenir en bon état de fonctionnement l'ensemble des vannes, compteurs et conduites sous sa responsabilité dans la cellule eau potable.

Le débit maximal sous la pleine charge du barrage de la vanne de vidange conduite, ou toute autre solution technique venant à s'y substituer, ne doit pas pouvoir dépasser la valeur de 100 m<sup>3</sup>/j (débit pompes d'exhaure).

Conformément à la consigne d'exploitation de l'usine, en cas de panne de compteur, la valeur prise en compte par l'automate de l'usine pour les calculs de débits est la moyenne mensuelle correspondant aux consommations du même mois de l'année précédente majorée d'un coefficient de 1,1.

#### **Article 4 - MAINTENANCE, REPARATION ET MODIFICATION DES ORGANES DE LA PRISE D'EAU**

##### **4.1 Gestion de la protection du captage des eaux destinées à la consommation humaine**

En application de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, lorsque des terrains situés dans un périmètre de protection immédiate appartiennent à une collectivité publique, il peut être dérogé à l'obligation d'acquérir les terrains par l'établissement d'une convention de gestion entre la collectivité publique propriétaire et l'établissement public de coopération intercommunale responsable du captage.

L'arrêté préfectoral « autorisant le syndicat à prélever de l'eau destinée à l'alimentation en eau potable dans la retenue de Pont de Veyrières » précise le périmètre de protection immédiat : « La prise d'eau en rivière devra faire l'objet d'une protection amont à 50 mètres de la prise et 5 mètres en aval de façon à la rendre inaccessible. Un accès par la rive devra être prévu et fermé, interdit au public. »

Le S.E.B.A. supportera toutes contraintes et obligations attachées au périmètre de protection.

Les parties conviennent que les terrains clôturés rive droite du barrage et rive gauche répondent à l'obligation de clore le périmètre immédiat.

Le S.E.B.A. assure l'entretien de ce périmètre : nettoyage de la végétation, nettoyage, entretien et réparation si nécessaire de la clôture,

Le S.E.B.A. met en place et entretient un panneau d'interdiction d'entrer sur le portail du périmètre de protection et sur le portail à l'entrée du barrage, ainsi que des panneaux d'interdiction de la baignade, la pêche, la planche à voile et le canotage dans la retenue.

Au titre de la sécurisation de la production, le S.D.E.A. autorise le S.E.B.A. à mettre en place à ses frais des panneaux d'information du public au niveau du barrage et des périmètres notifiant la présence d'une prise d'eau potable.

Enfin, toujours au titre de la sécurisation de la production, le S.E.B.A. effectue le nettoyage des prises d'eau haute et basse, notamment les ouïes constituant la prise d'eau haute.

##### **4.2 Gestion des interventions sur l'ouvrage de Pont de Veyrières concernant la prise d'eau**

Lorsqu'elles concernent exclusivement l'entretien, la maintenance, la réparation ou l'amélioration du fonctionnement de la prise d'eau brute, le S.E.B.A. assure la maîtrise d'ouvrage de ces interventions, ainsi que l'élaboration et le suivi des dossiers relatifs aux procédures réglementaires qui seraient éventuellement nécessaires. Ces interventions sont néanmoins soumises à l'approbation d'EDF et du S.D.E.A. dans leur rôle respectif d'exploitant général de l'ouvrage et de propriétaire.


#### **Article 5 - MODALITES FINANCIERES**

Compte tenu des engagements techniques et financiers du S.E.B.A. pour l'entretien, la maintenance, la réparation ou l'amélioration du fonctionnement de la prise d'eau brute, il est convenu que la fourniture d'eau brute lui est consentie à titre gratuit et ne donne donc lieu à aucun versement au profit du S.D.E.A.

#### **Article 6 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de son approbation pour une durée de 30 ans, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'une année, dans la limite de validité des autorisations d'exploitation du barrage.

Projet de convention annexé à la délibération du bureau syndical SEBA du 6 juin 2016

Envoyé en préfecture le 08/06/2016  
Reçu en préfecture le 08/06/2016  
Affiché le   
ID : 007-250700267-20160606-2016BS060028-DE

Elle pourra, à tout moment être dénoncée par le S.D.E.A. ou le S.E.B.A. avec un préavis de 6 mois.

Dans ce cas, les parties s'obligent à mettre en œuvre un nouveau dispositif dans un délai de 6 mois après la dénonciation, durée pendant laquelle la présente convention continuera à s'appliquer.

La convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant, avec l'accord des parties.

Fait à le

Pour le S.D.E.A.,  
Le Président

Pour le S.E.B.A.,  
Le Président,